

Digger sur la scène mondiale

La fondation tannoise Digger, active dans le déminage humanitaire, a pris part à la grande conférence internationale sur la lutte contre les mines en Ukraine mise en place par le Conseil fédéral. De retour de Lausanne, son directeur Frédéric Guerne revient sur l'événement.

Hier après-midi, alors qu'il était en train de charger son engin de déminage dans le camion pour regagner Tavannes, Frédéric Guerne a pris le temps d'évoquer les coulisses de l'Ukraine Mine Action Conférence (UMAC). Le Département fédéral des affaires étrangères du conseiller fédéral Ignazio Cassis a organisé, aux côtés de l'Ukraine, ce sommet international jeudi et hier sur le site de la prestigieuse école hôtelière de Lausanne.

La Suisse souhaite en effet mettre son savoir-faire au service de l'Ukraine – pays en guerre contre la Russie du maître du Kremlin Vladimir Poutine – en contribuant au déminage des zones civiles à hauteur de 100 millions de francs sur quatre ans. Plusieurs professionnels du déminage étaient réunis ainsi qu'une vingtaine de délégations officielles de différents pays. Ces derniers ont clôturé l'événement par la signature d'un accord réaffirmant ainsi leur soutien au grand pays de l'Europe orientale.

Enjeux multiples

Pour rappel, plus de 400 civils ukrainiens ont perdu la vie en raison des mines. Le déminage des terres agricoles ukrainiennes relève aussi d'un enjeu géopolitique majeur. Le garde-manger de l'Europe nourrit plus de 400 millions de personnes à travers le monde, notamment en Afrique du Nord. «Il y a de véritables ris-



Frédéric Guerne et la vice-Première ministre ukrainienne Ioulia Svyrydenko devant la machine.

ques de famines puisque l'Ukraine est l'un des plus gros producteurs de blé de la planète», indique Frédéric Guerne.

À Lausanne, le directeur de Digger a pu nouer des liens stratégiques avec plusieurs personnalités diplomatiques, à l'instar de la troisième plus haute responsable de l'État ukrainien, la vice-Première ministre Ioulia Svyrydenko.

«Ça change des premières conférences auxquelles j'ai pris part. À Lausanne, tout le monde s'approchait de nous. Les officiels étaient très accessibles. Puisque cette conférence était sélective, nous étions souvent proches. On prenait le café ensemble», note celui qui salue l'évolution du cadre légal helvétique vis-à-vis de la guerre en Ukraine.

Plusieurs projets ont avancé

«Avant, la Suisse se contentait de l'aide humanitaire classique. Maintenant, ça devient plus concret. Dans trois semaines, nous enverrons l'une de nos machines là-bas», reprend Frédéric Guerne. En outre, sa proposition, refusée il y a deux ans par les services de l'administration fédérale,

d'installer un site de production de machines de déminage directement en Ukraine pourrait se concrétiser. «Il a beaucoup été question de cela. Rien n'est fait, mais j'espère pouvoir me rendre sur place au plus tard en début 2025 pour lancer ce projet.» Sans pouvoir donner beaucoup de détails pour l'instant, Frédéric Guerne annonce aussi qu'il a conclu un accord avec l'entité de déminage britannique Mine Action Group.

Pointe de déception

Cependant, une décision du Conseil fédéral prise récemment laisse un petit goût amer au directeur de Digger. Sur les 100 millions débloqués par la Confédération, «seul» 1% est dévolu à sa fondation. Elle lui a préféré un accord de 4,6 millions avec l'entreprise de déminage Global Clearance Solutions (GCS). Celle-ci a bien son siège social dans le pays mais produit ses machines en Allemagne.

Une décision qui avait d'ailleurs été vertement critiquée à l'Assemblée fédérale par les élus de la région Charles Juillard et Manfred Bühler. «Nous ne sommes qu'une petite boi-

te de 24 employés, donc la Confédération a préféré miser sur un plus gros cheval. Pourtant, nous disposons d'un savoir-faire similaire. C'est ainsi. Je me contente de ce qu'on nous donne et j'espère qu'on recevra de nouvelles dotations à l'avenir», ajoute Frédéric Guerne.

La création du poste de Jacques Gerber saluée

Peut-être que le nouveau futur Monsieur Ukraine sera davantage attentif à la fondation tannoise puisqu'il s'agit du ministre jurassien Jacques Gerber. «Nous avons déjà fixé un rendez-vous à Tavannes! Qu'il soit de la région peut en effet jouer un rôle. Mais, le principal point positif de ce poste est que tout ce qui concerne l'Ukraine sera centralisé. Il ne faudra plus naviguer entre le SECO, le DFAE ou telle ou telle autre administration fédérale.»

Satisfait de sa participation à ce sommet international, Frédéric Guerne rappelle que derrière les chiffres et les machines, il y a un peuple qui souffre depuis trois ans. «Il ne faut pas non plus oublier toutes les autres guerres du reste du monde», termine-t-il. **JONAS GIRARDIN**